

complir, malgré l'agitation pour la réforme de la terre qui dura pendant un demi-siècle. Elle était maintenant accomplie enfin par les masses, sous la direction stalinienne, dans la tempête de la seconde guerre mondiale. L'importance de la révolution agraire dans l'Europe orientale est soulignée par le fait que l'agriculture demeure toujours la branche la plus importante de son économie.

En Pologne, le gouvernement de Lublin promulgua, dès le 6 septembre 1944, un décret qui confisquait toutes les grandes propriétés, abolissait la classe des propriétaires fonciers et garantissait des droits de propriété au fermier individuel. Le premier ministre Osibka-Morawski informa Edgar Snow, dans une interview, qu'« il n'y aurait plus aucune grande propriété en Pologne, excepté la terre qui appartenait à l'Eglise... Les terres des Allemands ennemis du peuple polonais et les domaines de plus de 50 hectares seraient confisqués... Dans le cas de terres prises au Reich, on permettrait aux propriétaires fonciers individuels de garder des domaines allant jusqu'à 100 hectares... Une grande partie était partagée parmi les petits paysans et les paysans moyens, de petits métayers à famille nombreuse et des ouvriers agricoles... en prenant comme base 5 hectares de terre défrichée pour une famille moyenne. »

Cet acte de réforme agraire affectait neuf mille grandes propriétés s'étendant à 5 millions d'acres de terre à peu près, ce qui représente approximativement un septième de la terre cultivable de Pologne actuellement, en excluant les nouveaux territoires à l'Ouest. A peu près 3 millions trois quarts d'acres ont été distribués aux paysans pauvres, dont le nombre s'élève approximativement à deux millions. Un million d'acres à peu près a été mis de côté pour l'usage spécial du gouvernement. Le reste n'a pas encore été distribué. La Pologne possède de plus quelque 20 millions d'acres de terre dans les nouvelles régions de l'Ouest. Mais une grande partie de cette terre est incultivable, et aujourd'hui tout ce territoire est stérile, portant les marques de la guerre. Il n'y a pas de chiffres certains quant au nombre des fermiers polonais qui pénétrèrent et s'établirent sur ces terres.

Dans un important discours politique de la neuvième session du Conseil national polonais (29 décembre 1945), Hilaire Minc, ministre stalinien de l'Industrie et du Commerce, souligna le contraste de la politique gouvernementale en ce qui concerne l'industrie et l'agriculture. « Ceci n'est point une révolution socialiste, déclara-t-il, et, par conséquent, comme la Tchécoslovaquie, la France et l'Angleterre, nous payons des indemnités. La réforme agraire, d'autre part, a été une révolution, une révolution agraire qui aurait dû être accomplie depuis longtemps dans notre pays où notre système suranné nous avait maintenus dans un état très retardataire par rapport aux autres pays d'Occident. En 1945, le système féodal fut aboli en Pologne, de la même façon qu'un système semblable l'avait été en France à la fin du 18^e siècle.

La Tchécoslovaquie suivit le même cours. Aussitôt que le nouveau gouvernement se fut établi à Kosice en Slovaquie, il promulgua, le 5 avril 1945, un décret sur la terre. La radio de Prague annonçait qu'un Fonds national foncier était créé, comprenant « toutes les

terres, bâtiments, bétail et outils appartenant auparavant à la noblesse allemande et hongroise, ou aux grands propriétaires fonciers sans considération de leur nationalité, ou à des sujets ennemis... ou à des citoyens tchécoslovaques de nationalité allemande ou hongroise qui aidèrent activement au démembrement et à l'occupation de la Tchécoslovaquie, et à des citoyens qui trahirent la nation en soutenant activement les forces d'occupation... Toutes ces propriétés et possessions seront confisquées sans indemnité et leur administration temporaire confiée aux comités régionaux jusqu'au perfectionnement d'une méthode de distribution pour la répartition de la terre. Pour les terres que les fermiers recevront en toute propriété, le paiement ne doit pas excéder la valeur d'une récolte moyenne d'un ou deux ans et ce paiement s'étendra sur une période allant jusqu'à quinze ans. » (*News Flashes from Czechoslovakia*, 15 juin 1945). On avait fixé, comme maximum de possession, 50 hectares. Il y a approximativement 2.300.000 hectares de forêts et de terres cultivables disponibles pour être distribués aux paysans, qui peuvent recevoir de 8 à 13 hectares par famille.

Les bienfaits de la « révolution agraire » en Tchécoslovaquie furent copieusement mélangés avec toutes les tares et les misères d'un chauvinisme exubérant, qui semble caractériser chaque trait de la nouvelle République tchécoslovaque. En sus des propriétaires fonciers, des dizaines de milliers de fermiers hongrois et allemands ont eu leurs terres confisquées et ont été chassés du pays pour le seul crime d'appartenir aux « nations ennemies ».

En Roumanie, le premier gouvernement Sanatescu annonça au lendemain presque de sa formation, qu'il morcellerait tous les domaines excédant 50 hectares, y compris ceux appartenant à l'Eglise, à la royauté et à d'autres propriétaires (à l'exception des fermes modèles). De plus, toutes les terres appartenant aux Allemands et aux collaborateurs roumains seraient entièrement confisquées. La radio de Moscou annonça que les terres de plus de cinq cents domaines de plus de 1.000 hectares avaient été distribuées à des paysans, ne possédant pas de terre, qui reçoivent des parcelles allant jusqu'à 5 hectares par famille.

La Bulgarie est le seul des pays de la zone soviétique où l'on a très peu parlé de la confiscation ou de la redistribution de la terre. La raison en étant probablement que la Bulgarie souffre de surpopulation rurale chronique, de la petitesse des propriétés individuelles et du retard de sa technique agricole, plutôt que de l'existence de grands domaines. Ceci expliquerait la loi agraire votée par le gouvernement du Front patriotique peu après la « libération » de la Bulgarie en novembre 1944. Cette loi demandait la culture du sol en coopérative. Elle visait à augmenter la production et à moderniser les méthodes fermières — là où les paysans d'une certaine région consentaient à former une coopérative. La loi montrait la direction correcte vers une solution des maux dont souffrait la Bulgarie sur le plan de l'agriculture. Mais la brutalité stalinienne s'ajoutant à la peur des paysans de se trouver en face d'une répétition des horreurs vécues en 1929 lors de la « collectivisation stalinienne » en U.R.S.S., aboutit à des troubles sérieux dans la campagne et le gouvernement se vit obligé de suspendre la mise en vigueur de la loi.

La réforme agraire en Hongrie

De tous les pays orientaux de l'Europe, la Hongrie était celui où la révolution agraire avait été la plus retardée. Ici également, aussitôt le premier régime de Front populaire établi, celui-ci mit en marche les réformes agraires annoncées pour la première fois en public le 17 mars 1945. Cette loi décrétait que toutes les terres appartenant à des pro-fascistes seraient confisquées. De plus, tous les domaines dépassant 142 acres, et formant un total de 7 millions d'acres seraient expropriés. On s'attendait à ce que 4 à 5 millions d'acres soient distribués à quelque 600.000 paysans en parcelles de 5 à 20 acres chacune. Le restant de la terre serait assigné à des communautés locales ou gardé par l'Etat. L'*International Federation of Trade Unions Bulletin*, dans son numéro du 1^{er} août 1945, publiait l'information qu'il avait reçue du service officiel de radio hongrois, que les comités locaux opérant dans 3.000 municipalités étaient en train de diviser les grandes propriétés, et que des 682.000 ouvriers agricoles et paysans qui avaient déjà fait des demandes, 524.000 avaient déjà reçu leur lot. On estimait que le total des demandes s'élèverait à 800.000. Une annonce à la radio faisait observer également qu'il y avait de nombreuses tentatives d'enfreindre ou de saboter les réformes agraires, mais que celles-ci étaient cependant appliquées avec rapidité.

De pair avec les autres Etats orientaux, le gouvernement de Tito vota une loi sur la colonisation et la terre, qui proposait de morceler les grands domaines en unités de 25 à 30 hectares, comprenant spécifiquement les terres de l'Eglise et les propriétés des banques et autres institutions. La loi proposait également la confiscation des propriétés de collaborateurs. Mais le problème de la terre en Yougoslavie est quelque peu analogue à celui de la Bulgarie. La Yougoslavie souffrait de surpopulation dans les régions rurales pendant toute la période d'avant guerre — manque de terre et maigre fertilité. Une étude spéciale sur la Yougoslavie, qui parut dans le *Business Week* (25 août 1945), nous informe que « les réformes agraires à longue portée n'ont pas encore satisfait les paysans qui ont un pressant besoin de terre, et dont 75 % possèdent moins de 12 acres d'un sol excessivement pauvre ».

En Allemagne, finalement, les autorités soviétiques, par décret spécial, ont confisqué, dans leur zone, les grandes propriétés foncières (la Saxe, le Mecklenburg et le Brandebourg) appartenant à tous les « criminels de guerre », aux grands propriétaires terriens et aux junkers (qui possédaient plus de 100 hectares). Ces terres confisquées furent réparties entre les petits fermiers et les ouvriers sans terre pour leur permettre de cultiver des terrains de 5 à 10 hectares. Le directeur de l'Economie forestière et agraire pour la zone russe, Edwin Hoernle estimait à 4.250.000 acres la terre confisquée et distribuée aux petits fermiers. « Même avec la répartition de tous ces domaines, il n'y aura pas encore suffisamment de terre pour tous ceux qui en veulent », expliqua-t-il.

L'*Associated Press* a fait une description intéressante du processus réel de cette redistribution de la terre dans la province du Mecklenburg. Sa dépêche du 9 septembre 1945 déclare : « La